

## **COMMUNIQUE DU COLLECTIF POUR L'OUVERTURE D'UN LIEU D'EXPRESSION POPULAIRE (LEP)**

Le 22 février à 18 heures, s'est déroulée dans le quartier Figuerolles sur le Plan Cabane l'ouverture d'un Local d'Expression Populaire. Une soixantaine de personnes a rejoint une dizaine de militants qui occupaient depuis une semaine un bâtiment désaffecté et inutilisé appartenant à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpellieraine).

L'objectif est de créer un lieu convivial afin de permettre un accès gratuit et non institutionnel à la culture et plus largement à des activités ludiques et sportives. Celui-ci est tourné vers les habitants de tous âges du quartier. Lancer un cinéma gratuit est un des objectifs. Sont aussi prévus des cours de sport et de français, des ateliers de danse, de théâtre, ainsi que des contes et des goûters pour les tous petits.

Malheureusement, cet évènement a rapidement été troublé par une intervention musclée des forces de l' « ordre » qui ont refusé toute discussion. Elles n'ont pas respecté la législation qui nécessite un passage par les tribunaux avant d'ordonner une expulsion. Ce fut une intervention brutale avec des moyens disproportionnés. Plus de 40 policiers anti émeutes ainsi qu'une vingtaine de membres de la BAC, sans compter d'autres corps de police ont investi sans ménagement les lieux. Ils ont frappé violemment plusieurs personnes en s'acharnant sur l'un d'entre eux qui tentait de filmer l'intervention, sans oublier de casser meubles et portes sans raison.

Face à ce déploiement délirant de forces de l'ordre, plusieurs résistants se sont réfugiés sur les toits, soutenus par un peu moins d'une centaine de personnes dans la rue. Allant plus loin dans la folie, la préfecture a fait intervenir le GIPN, pourtant réservé d'ordinaire aux « terroristes » et « forcenés ». Rappelons qu'une intervention du GIPN coute plus de 30 000 euros, ce qui, ajouté au déploiement policier porte le cout d'une telle intervention à entre 70 000 et 140 000 euros selon diverses estimations, quasiment le prix d'une maison.

Heureusement le GIPN n'a pas rempli ses objectifs, n'arrêtant qu'une personne. Les autres personnes sur le toit ont pu s'évaporer grâce à la solidarité des habitants du quartier.

Une telle intervention est un gaspillage pur et simple de l'argent du contribuable, pour défendre des intérêts privés. Cette répression ridicule et disproportionnée n'empêchera pas l'ouverture d'un Local d'expression populaire libre et gratuit dans les quartiers où ces besoins ne sont pas satisfaits.

**Collectif de personne investies dans la création d'un LEP**